

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1919-1920.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

DOCUMENTS IMPRIMÉS PAR ORDRE DU SÉNAT.

ALIÉNÉS. — Voir *Fonds commun*.

ARMÉE. — Contingent pour 1920. — Projet de loi (n° 7). — Rapport de la Commission de la Guerre, par M. Carpentier (n° 8).

Admission dans les cadres actifs des officiers auxiliaires ou de réserve pour la durée de la guerre. — Projet de loi (n° 28). — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. de Ro (n° 33).

Projet de loi complétant les dispositions des articles 4 et 5 de la loi du 16 juin 1836 sur le mode d'avancement dans l'armée. — Rapport de la Commission de la Guerre, par M. Carpentier (n° 29).

Rémunération en faveur des familles des miliciens (n° 144). — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. de Ro (n° 180).

Rémunération des volontaires de carrière et des rengagés. — Projet de loi (n° 145). — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. de Ro (n° 179).

Projet de loi tendant à différer les opérations de recrutement de la levée de 1920. — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. de Ro (n° 181).

ARMÉE. — Projet de loi modifiant l'article 7 de la loi du 18 mars 1838 portant organisation de l'École militaire. — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 222).

Proposition de loi rendant obligatoire l'éducation physique et la préparation de la jeunesse au service militaire, présentée par MM. Carpentier, Magnette, le comte de Broqueville, de Ro, Delannoy et Braun (n° 57). — Rapport des Commissions réunies des Sciences et Arts et de la Défense nationale, par M. Le Jeune et texte complété par M. Carpentier (n° 170). — Amendements présentés par M. Carpentier (n° 196).

Voir *Guerre*.

ARRANGEMENTS. — Voir *Traités et Conventions*.

ASSURANCES SUR LA VIE. — Projet de loi sur l'exécution des clauses du Traité de Paix de Versailles relatives aux contrats d'assurance sur la vie. — Rapport de la Commission de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (n° 59).

Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie, présenté par le Gouvernement (n° 193).

BAIL A FERME. — Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme dans les régions dévastées, présenté par le Gouvernement (n° 61). — Rapport de la Commission de l'Agriculture, par M. le baron della Faille d'Huyse (n° 190).

BAIL A LOYER. — Projet de loi suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail (n° 75). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 76).

Projet de loi suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail. — Rapport de la Commission de la Justice, par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 157).

Projet de loi modifiant et complétant les lois des 30 avril et 25 août 1919 sur les loyers (n° 155). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 177). — Amendements à l'article 6, présentés par M. le Ministre de la Justice; à l'article 2, par MM. Van Wetter, Nolf, le baron de Steenhault de Waerbeek, Focquet et Casier; à l'article 27, par MM. Huisman-Van

den Nest, Ryckmans et Delannoy ; aux articles 1^{er}, 2, 8, 9, 10, 12, 13 à 23, par MM. Poelaert, Delannoy et Digneffe ; aux dispositions préliminaires, par MM. Poelaert et Meyers ; à l'article 10, par M. Halot (n° 185). — Projet de loi amendé par la Chambre des Représentants (n° 202). — Rapport de la Commission de la Justice par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 210). — Projet de loi réamendé par la Chambre des Représentants (n° 225). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 226).

BATEAUX. — Voir *Navigation fluviale*.

BEAUX-ARTS. — Projet de loi relatif à la remise d'un tableau à l'Italie. — Rapport de la Commission des Sciences et des Arts, par M. Derbaix (n° 174).

BUDGETS. — Crédits provisoires à valoir sur le budget général de 1920 et autorisation pour la perception des impôts. — Projet de loi (n° 6). — Rapport de la Commission des Finances, par M. le vicomte Desmazières (n° 9). — Rapport de la Commission des Finances, par M. Delannoy (n° 54).

Régularisations et crédits supplémentaires au budget général de 1919. — Projet de loi adopté par la Chambre des Représentants (n° 194).

Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1920 et dispositions diverses. — Projet de loi (n° 120).

Rapport de la Commission sur le Budget général, par M. le baron de Mévius (n° 184).

Rapport de la Commission sur le Budget des Affaires économiques, par M. Digneffe (n° 142).

Rapport de la Commission sur le Budget des Affaires étrangères, par M. le marquis Imperiali (n° 121).

Rapport de la Commission sur le Budget de l'Agriculture, par M. le chevalier de Vrière (n° 139).

Rapport de la Commission sur le Budget des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, par M. Hicguet (n° 124).

Rapport de la Commission sur le Budget des Colonies, par M. Struye (n° 127).

Rapport de la Commission sur le Budget de la Défense nationale, par M. de Ro (n° 147).

BUDGETS. — Rapport de la Commission sur le Budget des Dépenses extraordinaires, par M. le baron de Mévius (n° 141). — Amendement à l'article 115, présenté par MM. Braun, Poelaert, Du Bost, le comte Goblet d'Alviella, Delannoy et de Ro (n° 188). — Amendements aux articles 177, 178, 179, 194, présentés par MM. le marquis Imperiali, de Kerchove d'Ousselghem et Poelaert, et à l'article 129, par MM. Bauwens, Speyer, Delannoy, Huisman-Van den Nest, Poelaert et le comte Goblet d'Alviella (n° 189).

Rapport de la Commission sur le Budget de la Dette publique, par M. le baron de Mévius (n° 140).

Rapport de la Commission sur le Budget des Dotations, par M. le baron de Mévius (n° 133).

Rapport de la Commission sur le Budget des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 135).

Rapport de la Commission sur le Budget de la Gendarmerie, par M. de Ro (n° 148).

Rapport de la Commission sur le Budget de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. E. Vercruyse (n° 163).

Rapport de la Commission sur le Budget de l'Intérieur, par M. Bruneel (n° 151).

Rapport de la Commission sur le Budget de la Justice, par MM. le baron Orban de Xivry et Mosselman (n° 126).

Rapport de la Commission sur le Budget des Non-Valeurs et Remboursements, par M. le baron de Mévius (n° 134).

Rapport de la Commission sur le Budget des Recettes et Dépenses pour ordre, par M. le baron de Mévius (n° 136).

Rapport de la Commission sur le Budget des Sciences et Arts, par M. Derbaix (n° 146). †

Rapport de la Commission sur le Budget des Travaux publics, par M. Coppieters (n° 122).

Rapport de la Commission sur le Budget des Voies et Moyens, par M. le baron de Mévius (n° 123).

CHEMINS DE FER. — Projet de loi prorogeant l'article premier des lois du 12 avril 1835 et du 24 mai 1882 concernant les péages sur les chemins de fer de l'Etat et sur les chemins de fer concédés. — Rapport de la Commission, par M. le baron de Pitteurs Hiégaerts (n° 158).

CHÈQUES ET VIREMENTS POSTAUX. — Voir *Postes*.

CINÉMAS. — Projet de loi interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de seize ans (n° 74). — Rapport des Commissions réunies de la Justice et des Sciences et Arts, par M. de Pierpont Surmont de Volsberghe (n° 114).

CODE CIVIL. — Projet de loi supprimant en certains cas la prohibition du mariage entre beaux-frères et belles-sœurs. — Rapport de la Commission de la Justice, par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 20).

Projet de loi facilitant aux combattants de la Grande Guerre les formalités du divorce (n° 79). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 85).

CODE ÉLECTORAL. — Ajournement de la revision des listes électorales en 1920. — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 56).

Projet de loi modifiant les lois du 11 avril 1895, relative à la formation des listes des électeurs communaux, et du 12 septembre 1895, relative aux élections communales, et visant spécialement l'admission des femmes à l'électorat communal (n° 49). — Amendement à l'article 3, présenté par MM. Flechet, Coullier, Magnette, Schinler, Carpentier et Wiser (n° 64). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 67). — Amendement à l'article 1^{er}, présenté par MM. Coullier et Asou (n° 72).

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — Projet de loi modifiant l'article 223 (n° 204). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Du Bost (n° 217).

CODE PÉNAL MILITAIRE. — Projet de loi étendant aux militaires le bénéfice de la libération conditionnelle et abrogeant l'article 9, alinéa 2, du Code pénal militaire, modifié par l'arrêté-loi du 24 février 1917 (n° 203). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. le baron Orban de Xivry (n° 215).

COMBATTANTS. — Voir *Code civil. Guerre*.

COMMUNES. — Voir *Territoire*.

CONSEIL DES MINES. — Projet de loi modifiant les traitements des membres du Conseil des Mines (n° 152). — Rapport de la Commission de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. Claeys Bouúaert (n° 159).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Projet de loi instituant un conseil de prud'hommes à Couvin. — Rapport de la Commission de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. Volekaert (n° 223).

CONSEILS PROVINCIAUX. — Projet de loi prorogeant le mandat des membres des conseils provinciaux et des députations permanentes appartenant à la seconde série. — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Coullier (n° 156).

CONSTITUTION. — Disposition adoptée par la Chambre des Représentants pour remplacer l'article 50 (n° 128).

Disposition adoptée par la Chambre des Représentants pour remplacer l'article 51 (n° 129).

Rapport de la Commission sur la revision des articles 26, 27, alinéa 2, 53, 54, 55, 56, 56bis et 57, par MM. Lekeu, Ligy et Speyer (n° 130).

Disposition adoptée par la Chambre des Représentants pour remplacer l'article 52 (n° 132). — Disposition transitoire, formant annexe au texte remplaçant l'article 52, adoptée par la Chambre des Représentants (n° 137).

Disposition adoptée par la Chambre des Représentants pour remplacer l'article 48 (n° 143).

Disposition adoptée par la Chambre des Représentants pour remplacer l'article 47 (n° 199). — Disposition transitoire, formant annexe au texte remplaçant l'article 47, adoptée par la Chambre des Représentants (n° 200).

Rapport de la Commission sur la revision des articles 47, 48, 50, 51 et 52, par MM. Lekeu, Ligy et Speyer (n° 229).

CONVENTIONS INTERNATIONALES. — Voir *Traités*.

COUR DES COMPTES. — Projet de loi relatif aux traitements des membres de la Cour des Comptes (n° 154). — Rapport de la Commission des Finances, par M. Delannoy (n° 161).

Projet de loi concernant le visa de la Cour des Comptes sur les obligations au porteur de la Dette publique (n° 153). — Rapport de la Commission des Finances, par M. Delannoy (n° 162).

CULTES. — Proposition de loi portant augmentation des traitements ecclésiastiques, présentée par M. Keesen (n° 40).

Projet de loi portant augmentation des traitements ecclésiastiques, adopté par la Chambre des Représentants. — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Braun (n° 169).

DÉCLARATIONS. — Voir *Traités et Conventions*.

DÉCORATIONS. — Projet de loi autorisant les mères des militaires morts pour la Patrie à porter les décorations décernées à leurs fils (n° 42). — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 48).

DÉLAIS DE COTISATION ET DE PRESCRIPTION. — Voir *Droits d'enregistrement*.

DÉLAIS DE PÉREMPTION. — Projet de loi relatif à la suspension, pendant la durée du temps de guerre, des délais de péremption pour les inscriptions hypothécaires et pour les transcriptions de saisie ainsi que pour les inscriptions du privilège agricole. — Rapport de la Commission des Finances, par M. Empain (n° 176).

DIVORCE. — Voir *Code civil*.

DOMMAGES DE GUERRE. — Nouvelle prorogation du délai prévu à l'article 73 de la loi du 10 mai 1919 sur la réparation des dommages aux biens. — Rapport de la Commission des Affaires économiques, par M. Digneffe (n° 39).

Revision de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de la guerre et modification de la loi du 10 mai 1919 sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre. — Projet de loi (n° 60). — Rapport des Commissions réunies de la Justice et des Affaires économiques, par MM. Braun, Du Bost et Du Bois (n° 69). — Amendements présentés par MM. Nolf, Van Wetter, De Meulemeester, Bruneel et Delannoy (n° 73).

Projet de loi complétant l'article 70 de la loi sur les cours et tribunaux des dommages de guerre (n° 206). — Rapport des Commissions réunies de l'Intérieur et de la Justice, par M. Nolf (n° 211).

DOUANES. — Projet de loi relatif à l'application du tarif des douanes. — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 107). — Amendement présenté par MM. Dellannoy, Empain, Digneffe, A. Simonis et Serruys (n° 108).

Prorogation de la loi du 6 septembre 1919, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs, ainsi qu'au commerce des valeurs. — Rapport de la Commission des Affaires économiques, par M. Casier (n° 125).

DROITS D'ENREGISTREMENT. — Projet de loi concernant l'enregistrement de certains actes et contenant des dispositions temporaires en matière de cotisation et de prescription, adopté par la Chambre des Représentants (n° 11).

Projet de loi portant augmentation des droits de succession et de mutation par décès, ainsi que des droits d'enregistrement sur les donations entre vifs. — Rapport des Commissions réunies des Finances et de la Défense nationale, par M. de Ro (n° 216).

DROITS DE SUCCESSION ET DE MUTATION. — Voir *Droits d'enregistrement*.

ÉCOLE MILITAIRE. — Rémunération des professeurs civils. — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 220).

ÉDUCATION PHYSIQUE. — Voir *Armée*.

ÉLECTIONS. — Rapport de la 2^e Commission, chargée de vérifier les pouvoirs des Sénateurs effectifs et du suppléant élus par le collège électoral de l'arrondissement de Bruges, par M. Berryer (n° 5).

Rapports complémentaires de la 3^e Commission, chargée de vérifier les pouvoirs des Sénateurs effectifs et des Sénateurs suppléants élus par les collèges électoraux des arrondissements sénatoriaux d'Anvers et de Malines-Turnhout, par M. Carton (nos 10, 15 et 16).

Rapport complémentaire de la 1^{re} Commission, chargée de vérifier les pouvoirs des Sénateurs effectifs et des Sénateurs suppléants élus par le collège électoral de l'arrondissement de Bruxelles, par M. Ligy (n° 14).

ELECTIONS. — Rapport de la 2^e Commission, chargée de vérifier les pouvoirs des Sénateurs effectifs et des Sénateurs suppléants élus par le collège électoral de l'arrondissement sénatorial de Mons-Soignies, par M. le marquis Imperiali (n^o 17).
— Rapport complémentaire, par le même (n^o 18).

Rapport de la 2^e Commission, chargée de vérifier les pouvoirs des Sénateurs effectifs et des Sénateurs suppléants élus par le collège électoral de l'arrondissement de Gand-Eecloo, par M. Du Bost (n^o 19).

EMPRUNT. — Projet de loi autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt de cinq milliards de francs (n^o 12). — Rapport de la Commission des Finances, par M. Delannoy (n^o 13).

ENFANTS ANORMAUX. — Voir *Fonds commun*.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. — Projet de loi sur les traitements des instituteurs (n^o 208). — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. Houzeau de Lehaie (n^o 213).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — Augmentation des traitements des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des universités de l'Etat (n^o 46). — Rapports de la Commission des Sciences et Arts, par M. Derbaix (n^o 62) — et par M. Houzeau de Lehaie (n^o 214).

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques, présenté par le Gouvernement (n^o 21). — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. Derbaix (n^o 23).

Projet de loi dérogeant à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires en ce qui concerne les cliniques et le stage officinal. — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. de Pierpont Surmont de Volsberghe (n^o 63).

Projet de loi modifiant les articles 53, 54 et 55 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, adopté par la Chambre des Représentants (n^o 227).

Voir *Fondation universitaire*.

ENSEIGNEMENT VÉTÉRINAIRE. — Rapport triennal présenté par M. le Ministre de l'Agriculture. Période de 1911-1912 à 1913-1914 et période de 1914-1915 à 1916-1917 (n^o 80).

FONDS COMMUN. — Projet de loi concernant l'extension du fonds commun aux enfants anormaux et aux estropiés infirmes et la répression des abus en matière de séquestration à domicile (n° 51). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. le baron Orban de Xivry (n° 70).

GUERRE DE 1914-1918. — Projet de loi relatif à des opérations de prêts à faire aux invalides de la guerre (n° 164). — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. de Ro (n° 182).

Projet de loi accordant un témoignage de reconnaissance aux militaires de la guerre de 1914-1918 (n° 207). — Rapport des Commissions réunies de la Défense nationale et des Finances, par M. Carpentier (n° 218).

Voir Armée. Décorations. Délais de péremption. Intérêt légal. Justice. Sépultures militaires. Séquestre.

HEURE LÉGALE. — Modification à la loi du 29 avril 1892 fixant l'heure légale. — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Coullier (n° 22).

IMPOT SUR LES BÉNÉFICES EXCEPTIONNELS. — Projet de loi établissant un impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels de 1919 (n° 112). — Rapport de la Commission des Finances, par M. Lepreux (n° 118). — Amendements à l'article 5, présentés par MM. de Meester, Ligy et E. Verducruysse (n° 131).

IMPOTS SUR LES REVENUS. — Projet de loi modifiant la législation relative aux impôts sur les revenus (n° 113). — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 138). — Amendement présenté par MM. Serruys, De Bast, Delannoy et Empain (n° 172).

INDIGÉNAT. — Projet de loi prorogeant le délai d'un an fixé par l'article 1^{er} de la loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie. — Rapport de la Commission de la Justice, par M. le baron Orban de Xivry (n° 175).

INTÉRÊT LÉGAL. — Projet de loi modifiant le taux de l'intérêt légal ou conventionnel pendant le temps de la guerre (n° 50). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Du Bost (n° 68). — Amendement à l'article 1^{er}, présenté par MM. Serruys, Struye et Dumont (n° 71). — Amendement à l'article 6, présenté par M. Berger (n° 81).

JOURNÉE DE HUIT HEURES. — Voir *Travail*.

JUSTICE. — Projet de loi modifiant les articles 10 et 11 de la loi du 30 avril 1919, contenant des mesures destinées à assurer le fonctionnement régulier de la justice et abrogeant l'article 6 des arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 16 novembre 1918, relatifs à l'état de guerre et à l'état de siège (n° 43). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Braun (n° 45).

LANGUES. — Projet de loi concernant l'emploi des langues en matière administrative, adopté par la Chambre des Représentants (n° 209).

LETTRES DE MER. — Voir *Navigation maritime*.

LOI COMMUNALE. — Projet de loi relatif aux traitements des secrétaires communaux (n° 192). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Dufrane (n° 197).

LOI PROVINCIALE. — Projet de loi augmentant le jeton de présence des conseillers provinciaux et les traitements des membres des députations permanentes et des greffiers provinciaux (n° 77). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Dufrane (n° 87). — Rapport complémentaire, par le même (n° 115).

LOYERS. — Voir *Bail à loyer*.

NAVIGATION FLUVIALE. — Projet de loi relatif à la cession des bateaux d'intérieur. — Rapport de la Commission des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, par M. le comte de Baillet Latour (n° 110).

NAVIGATION MARITIME. — Projet de loi sur la sécurité des navires. — Rapport de la Commission des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, par M. P. Vandenpeereboom (n° 212).

Projet de loi transférant au Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, les attributions du Ministre des Affaires étrangères en ce qui concerne l'exécution de la loi du 20 septembre 1903 sur les lettres de mer. — Rapport de la Commission des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, par M. le comte de Baillet Latour (n° 95).

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Projet de loi modifiant l'article 179 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire (n° 25). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Braun (n° 30).

Projet de loi portant augmentation des traitements des membres de l'ordre judiciaire (et modifiant les articles 152, 204, 10, 11, 157, 25, 77, 122 et 24 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire) (n° 117). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Du Bost (n° 149). — Amendement présenté par MM. Dumon, le chevalier de Vrière, Volckaert, Demerbe, Mosselman et A. Hubert (n° 150).

Projet de loi transférant à Hannut le siège du chef-lieu du canton d'Avennes. — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Braun (n° 65).

PENSIONS. — Projet de loi autorisant le paiement anticipatif des pensions par trimestre (n° 27). — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 35).

Projet de loi ayant pour but d'assurer aux officiers et agents judiciaires, au point de vue de leur pension personnelle et de celles de leurs veuves et orphelins, le bénéfice des services rendus par les intéressés dans la police d'une commune. — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Bauwens (n° 31). — Texte adopté au premier vote (n° 41). — Projet de loi amendé par la Chambre des Représentants (n° 52). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Bauwens (n° 84).

Projet de loi sur les pensions (civiles et militaires) (n° 91). — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 103).

Projet de loi accordant une pension : 1° à la dame L.-A. Doresse, veuve de M. Ant. Delporte ; 2° à la dame M. Masson, veuve de M. Jos. Lambillotte. — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 26).

Projet de loi accordant une pension à la dame E. Redig, veuve de M. Eug. Vandewalle, ancien Sénateur. — Rapport de la Commission des Finances, par M. le vicomte Desmazières (n° 34).

Projet de loi accordant une pension à la dame Romanie Balloey, veuve de M. Aug. Pil (n° 53). — Rapport de la Commission des Finances, par M. Delannoy (n° 55).

PENSIONS. — Projet de loi accordant une pension à la dame Juliette Brabant, veuve de M. Antoine Borboux. — Rapport de la Commission des Finances, par M. Delannoy (n° 171).

PENSIONS MILITAIRES. — Projet de loi relatif aux pensions militaires (n° 205). — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 219).

Projet de loi sur les pensions militaires (Congo). — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 221).

PENSIONS DE VIEILLESSE. — Projet de loi modifiant la législation relative aux pensions de vieillesse (n° 160). — Rapport de la Commission de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. Berger (n° 183).

Projet de loi sur la pension des vieux mineurs (n° 168). — Rapport de la Commission de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. Berger (n° 195).

PERSONNALITÉ CIVILE. — Projet de loi accordant la personnalité civile à l'École coloniale supérieure d'Anvers. — Rapport de la Commission des Colonies, par M. Keesen (n° 37).

Projet de loi portant la personnification civile de la Fondation universitaire, présenté par le Gouvernement (n° 38). — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. de Pierpont Surmont de Volsberghe (n° 47).

Projet de loi accordant la personnalité civile à la « Société royale de philanthropie de Bruxelles », adopté par la Chambre des Représentants (n° 78).

Projet de loi accordant la personnalité civile aux Universités de l'Etat, à Gand et à Liège, présenté par le Gouvernement (n° 82). — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. de Pierpont Surmont de Volsberghe (n° 102). — Amendement présenté par MM. Digneffe, Berryer, le baron Descamps et Speyer (n° 106).

Projet de loi accordant la personnalité civile à l'École des mines et Faculté polytechnique du Hainaut, présenté par le Gouvernement (n° 83). — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. Houzeau de Lehaie (n° 99).

PÉTITIONS sur lesquelles la Commission a statué. — Feuilleton au 3 mars 1920 (n° 44). — Feuilleton au 1^{er} juin 1920 (n° 109).

Pétitions sur lesquelles un rapport a été déposé. — Feuilleton n° 1 (n° 111).

- POLICE RURALE. — Projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale, présenté par le Gouvernement (n° 104).
- POSTES. — Projet de loi concernant les paiements effectués par les administrations publiques à l'intervention du service des chèques et virements postaux. — Rapport de la Commission des Finances, par M. Lepreux (n° 92.)
- Projet de loi modifiant et complétant la loi postale du 30 mai 1879. — Rapport de la Commission des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, par M. E. Brunard (n° 201).
- PRISES MARITIMES. — Projet de loi relatif à la procédure et à la composition du siège en matière d'appel des décisions du Conseil des prises (n° 167). — Rapport des Commissions réunies de la Justice et des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, par M. Hicguet (n° 186).
- PROFESSION D'AVOCAT. — Proposition de loi modifiant l'article 12 du décret impérial du 14 décembre 1810 contenant règlement de la profession d'avocat et la discipline du barreau, présentée par M. Magnette (n° 105).
- PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI dont le Sénat est saisi. — Tableau (n° 3).
- RAVITAILLEMENT. — Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté-loi du 19 août 1917 et celles de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918, complétées par la loi du 11 octobre 1919. — Rapport verbal de M. Berryer, séance du 13 août 1920.
- RECENSEMENT de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1920. (Ajournement). — Rapport de la Commission de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. Volckaert (n° 187).
- RÉGIONS DÉVASTÉES. — Voir *Bail à ferme*.
- RÉQUISITION D'IMMEUBLES. — Voir *Ravitaillement*.
- SALAIRES. — Projet de loi modifiant l'article 2 de la loi du 18 août 1887 relative à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des salaires des ouvriers (n° 24). — Rapport et rapport complémentaire de la Commission de la Justice, par M. Carton (nos 66 et 86).
- SÉPULTURES MILITAIRES. — Projet de loi relatif à la police des sépultures militaires. (Prorogation jusqu'au 15 novembre 1920 de la loi du 15 novembre 1919.) — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. de Ro (n° 178).

SÉQUESTRE DE GUERRE. — Projet de loi relatif à la mise sous administration judiciaire des entreprises ayant prêté une aide illicite à l'ennemi pendant la période d'occupation de guerre (n° 58). — Rapport des Commissions réunies de la Justice et des Affaires économiques, par M. Digneffe (n° 116).

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT COMMUNAL. — Projet de loi autorisant le remplacement par des griffes des signatures manuscrites sur les obligations de la Société. — Rapport de la Commission des Finances, par M. le vicomte Desmazières (n° 230).

TAXE SPÉCIALE SUR LES SPECTACLES OU DIVERTISSEMENTS PUBLICS. — Projet de loi (n° 32). — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 36).

TAXES CONSULAIRES. — Projet de loi concernant le tarif des taxes consulaires. — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. Bergmann (n° 224).

TERRITOIRE. — Projet de loi portant : 1° Modification des limites séparatives de la ville de Gand et de la commune de Tronchiennes ; 2° Modification des limites séparatives de la ville de Gand et des communes de Wondelgem, Evergem et Oostacker (n° 165). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 173).

TITRES AU PORTEUR. — Projet de loi relatif à la dépossession involontaire des titres au porteur, adopté par la Chambre des Représentants (n° 100).

TRAITÉS ET CONVENTIONS. — Projet de loi approuvant : 1° l'Arrangement conclu à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, entre les Puissances Alliées et Associées, concernant les contributions aux dépenses de libération des territoires de l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise, ainsi que la Déclaration signée à Paris, le 8 décembre 1919, et portant modification de cet arrangement ; 2° l'Arrangement conclu à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, entre les Puissances Alliées et Associées, relativement au compte des réparations en ce qui concerne l'Italie ainsi que la Déclaration signée à Paris, le 8 décembre 1919, et portant modification de cet Arrangement. — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. le marquis Imperiali (n° 97).

Projets de loi approuvant : 1° la Convention relative au contrôle du commerce des armes et des munitions, signée à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919 (n° 88) ;

2^o la Convention du même jour sur le régime des spiritueux en Afrique (n^o 89) ; 3^o la Convention du même jour portant revision de l'Acte général de Berlin du 26 février 1885 et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890 (n^o 90). — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. Speyer (n^o 101).

Projet de loi approuvant le Traité de Paix conclu à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, entre les Puissances Alliées et Associées, d'une part, et l'Autriche, d'autre part, ainsi que le Protocole et la Déclaration qui s'y trouvent annexés. — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. le marquis Imperiali (n^o 96).

Projet de loi approuvant le Traité de Paix conclu à Neuilly-sur-Seine, le 27 novembre 1919, entre les Puissances Alliées et Associées, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, ainsi que le Protocole du même jour précisant les conditions d'exécution de certaines clauses du Traité de Neuilly-sur-Seine. — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. le marquis Imperiali (n^o 98).

Projet de loi approuvant la Déclaration signée à Lisbonne, le 22 janvier 1920, et relative à l'importation, en Belgique, des vins du Portugal. — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. le baron Gillès de Pelichy (n^o 93).

Convention internationale portant réglementation de la navigation aérienne, signée à Paris, le 13 octobre 1919. — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. le baron Gillès de Pelichy (n^o 94).

Convention monétaire additionnelle conclue le 25 mars 1920 entre les États de l'Union latine. — Rapport de la Commission des Finances, par M. Empain (n^o 119).

TRAMWAYS. — Projet de loi prorogeant le délai pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de péage majorés (n^o 191). — Rapport de la Commission de l'Agriculture, par M. le baron de Steenhault de Waerbeek (n^o 198).

TRAVAIL. — Projet de loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures (n^o 166). — Rapport des Commissions réunies de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement et des Affaires économiques, par M. Dupret (n^o 228). — Amendement à l'article 6, présenté par MM. A. Hubert, Thiébaud et Demerbe (n^o 231). — Amendement à l'article 7, présenté par MM. Lepreux, Delannoy et Serruys (n^o 232). — Amendement à l'article 27, présenté par M. Liebaert (n^o 233). — Texte adopté au premier vote (n^o 234).